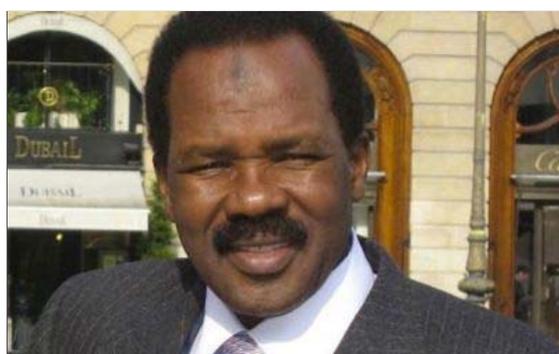


Nicolas Sarkozy a neutralisé les preuves du financement de sa campagne de 2007

RÉSEAU VOLTAIRE | 13 MARS 2012



La presse française revient largement sur le possible financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, en 2007, par Mouammar el-Kadhafi.

Cette affaire avait été **rendue publique par Saif el-Islam el-Kadhafi**, mais son père s'était opposé à la divulgation d'éléments supplémentaires, convaincu qu'il pouvait négocier la paix avec Nicolas Sarkozy et qu'il ne devait donc pas se fâcher définitivement avec le président français.

Cependant, dans les cinq semaines qui précédèrent la chute de Tripoli, le gouvernement libyen décida de réunir des éléments matériels relatifs à cette affaire et à plusieurs autres (la vente d'un avion par Michèle Alliot-Marie en Tunisie, les vacances de collaborateurs de François Fillon en Égypte, le détournement de 400 millions d'euros au profit de Cécilia Sarkozy lors de la libération des infirmières bulgares, et le programme d'expérimentation médicale du docteur François Sarkozy au Tchad et au Soudan).

Concernant le financement de la campagne électorale de 2007, il

n'existe pas de preuve écrite reliant les versements à leur destinataire, mais principalement des enregistrements audio réalisés systématiquement lors de chaque réunion.

Selon les protagonistes interrogés par le Réseau Voltaire, le financement de la campagne de 2007 ne se limitait pas à aider Nicolas Sarkozy, mais comportait également un volet destiné à Ségolène Royal. En échange, les deux candidats s'étaient engagés à obtenir un non lieu ou à décréter une amnistie pour Abdallah Senoussi, chef des services de renseignement et beau-frère du « Guide » libyen, condamné en France par contumace dans l'affaire du DC-10 d'UTA.

Les différents éléments collectés par le gouvernement libyen ont été conservés par le très habile Bashir Saleh Bashir, chef de cabinet de Mouammar el-Kadhafi. Arrêté par les Français lors de la prise de Tripoli, il a rapidement été libéré et s'est provisoirement installé dans un grand hôtel parisien. En décembre 2011, il a quitté la France, puis a été nommé conseiller spécial du président du Niger, Mahamadou Issoufou. Il bénéficie désormais d'un statut diplomatique qui lui interdit de répondre à un juge d'instruction français.

Source : « Nicolas Sarkozy a neutralisé les preuves du financement de sa campagne de 2005 », *Réseau Voltaire*, 13 mars 2012, www.voltairenet.org/a173088